



**RÉPONDRE
FACILEMENT
À DIX PRÉJUGÉS
SUR LA MIGRATION**

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



LEXIQUE

UN MIGRANT

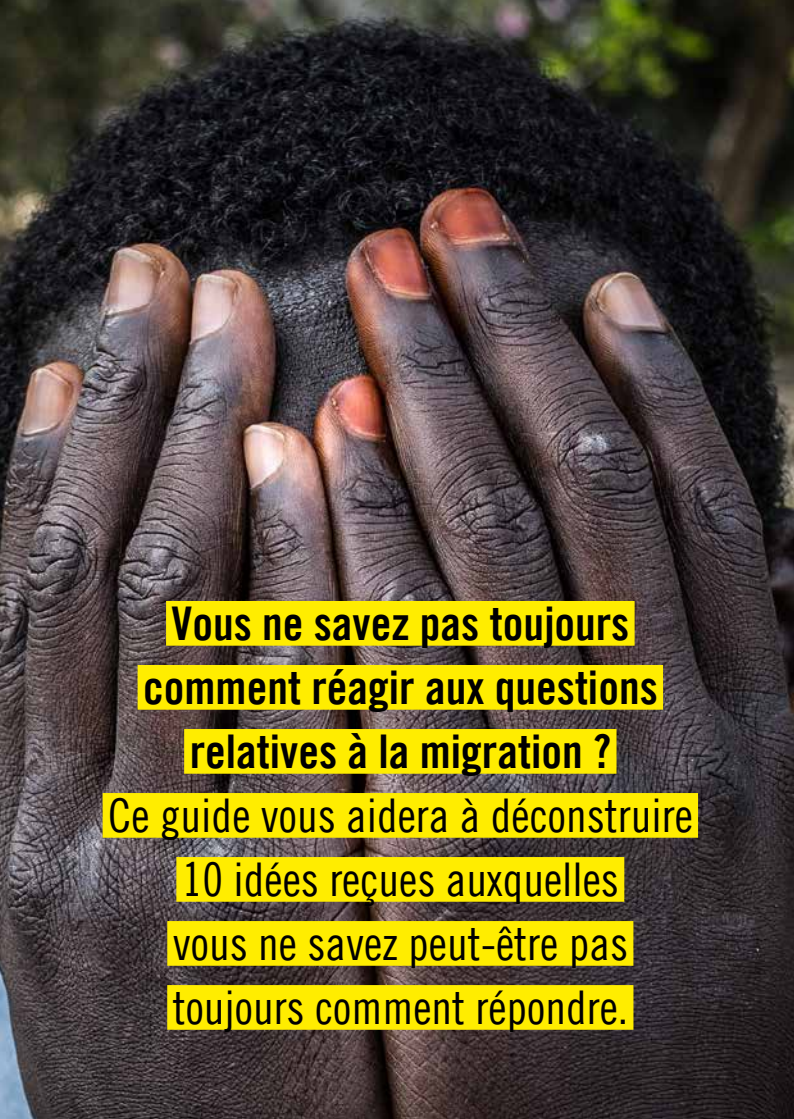
est une personne qui quitte son pays pour aller vivre sur un autre territoire pour de multiples raisons, et ce de façon temporaire ou permanente. Certains migrants se déplacent de leur propre gré, d'autres y sont forcés notamment en raison d'une guerre ou de persécutions.

UN DEMANDEUR D'ASILE

est une personne qui a quitté son pays en quête d'une protection internationale, mais qui n'a pas encore obtenu le statut de réfugié. Il ne peut pas être renvoyé de force dans son pays pendant la procédure d'examen de sa demande d'asile. De plus, une personne ne peut être renvoyée de force dans son pays si sa vie ou sa liberté y est menacée (principe de non-refoulement).

UN RÉFUGIÉ

est une personne qui a fui son pays parce qu'elle craint avec raison d'y être persécutée en cas de retour, du fait de son identité (son origine ethnique, sa nationalité, son appartenance à un certain groupe social), de ses convictions religieuses ou de ses opinions politiques et dont le gouvernement ne peut ou ne veut assurer la protection. À la différence d'un demandeur d'asile, le statut de réfugié lui a été reconnu.

A close-up photograph of a person's hands resting on their head. The skin is dark and wrinkled, suggesting age or a specific background. The background is blurred, showing green foliage. The text is overlaid on the hands in yellow boxes with black text.

**Vous ne savez pas toujours
comment réagir aux questions
relatives à la migration ?**

**Ce guide vous aidera à déconstruire
10 idées reçues auxquelles
vous ne savez peut-être pas
toujours comment répondre.**

1. IL Y A UNE EXPLOSION

DES ARRIVÉES DE MIGRANTS EN EUROPE !

FAUX

Malgré ce que peuvent laisser croire les images montrant des arrivées massives de migrants, la réalité est tout autre et les chiffres parlent d'eux-mêmes.

La majorité des migrants se trouvent dans les pays du Sud. Ceux qui fuient des conflits se trouvent en grande partie dans les pays limitrophes, lesquels ont des ressources souvent très limitées. Pour ne citer qu'un exemple, 4 millions de réfugiés syriens se trouvent dans des pays voisins (et 7,6 millions sont des déplacés internes). Le Liban accueille près de



Sicile. Premiers pas de migrants
sur le sol italien.

© Giles Clarke/Getty Images Reportage

1,2 million de réfugiés venant de Syrie, ce qui représente environ une personne sur cinq dans le pays.

L'Union européenne (UE) propose quant à elle de réinstaller à peine 22.504 réfugiés en deux ans. C'est une goutte d'eau dans la mer ! Les Nations unies ont estimé que 1,2 million de réfugiés (à travers le monde) devaient être réinstallés de toute urgence, soit 300.000 personnes chaque année durant les cinq prochaines années.

Par ailleurs, le nombre de demandes d'asile de personnes déjà arrivées en Italie, en Grèce et en Hongrie à examiner est maintenant de 160.000 (septembre 2015). La Belgique devra, elle, en accueillir un peu moins de 6.000, soit à peine un peu plus du dixième du Stade Roi Baudouin.

TÉMOIGNAGE

MAJID HUSSEIN, NIGÉRIAN, 22 ANS

« Les Européens pensent que nous sommes ici pour leur prendre quelque chose, mais ce n'est pas vrai. Beaucoup d'entre nous sont des étudiants, des médecins ; nous avons tout perdu et jamais nous ne retrouverons ce que nous avons. Les migrants en Italie sont livrés à eux-mêmes, sans pouvoir se laver, sans manger sauf s'ils parviennent à entrer en contact avec des associations. Si vraiment l'Europe prône les valeurs inscrites dans la Déclaration des droits de l'homme, alors cela devrait concerner tout le monde de façon équitable. Moi, j'ai eu de la chance, j'ai obtenu des papiers, je travaille, je parle italien ; je m'intègre au fur et à mesure et je mélange finalement les cultures. C'est ce que nous devons partager, nos cultures. »



2. ILS VIENNENT POUR TOUCHER

NOS ALLOCATIONS ET POUR PRENDRE NOTRE TRAVAIL !

FAUX

Aucune aide n'est accordée du simple fait d'être un étranger. Les personnes en séjour irrégulier (donc sans papiers) n'ont droit qu'à l'aide médicale urgente à l'exception du cas d'un mineur en état de besoin. Seul le statut de réfugié (ou autre protection) donne droit au revenu d'intégration sociale. Pendant la période d'analyse de la demande d'asile, le demandeur d'asile n'a droit qu'à une aide matérielle, à savoir l'hébergement, la nourriture et l'accompagnement. Et à moins que cette période n'excède les six mois, il n'a pas d'accès légal au marché du travail.

Notons par ailleurs que les migrants occupent très souvent des emplois peu qualifiés et pénibles laissés vacants par les Belges. Même avec un diplôme, il leur est difficile d'accéder à un métier qui correspond à leurs spécialités et ils sont encore trop souvent victimes de discrimination ou d'exploitation.

Lorsqu'ils sont au travail, ils représentent une réelle plus-value pour notre économie. Non seulement ils injectent de l'argent dans notre économie en payant des impôts, mais ils pallient aussi au vieillissement de notre population.



Dans de nombreux cas,
les migrants peuvent
générer des emplois en créant
leurs propres entreprises.

Migrant dans un centre d'accueil en Italie

© Giles Clarke/Getty Images Reportage

3. L'IMMIGRATION RUINE LES FINANCES PUBLIQUES !

FAUX

Au contraire, d'après un rapport de l'OCDE, l'immigration « rapporterait » en moyenne près de 3.500 euros de rentrées fiscales par individu par an. En cotisant, en consommant et en payant des impôts, les migrants contribuent donc à l'activité économique et aux finances publiques qui, à défaut, subiraient des pertes.

Par ailleurs, en 2014, la part du budget réservé à l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (Fedasil) s'élevait seulement à 0,15 % des dépenses totales de l'administration belge. L'accueil d'un demandeur d'asile coûte entre 37,7 et 40 euros ⁽¹⁾. Une grande partie de ces frais est réinvestie dans notre économie grâce à la création de plusieurs centaines d'emplois créés pour assurer l'accueil de ces personnes.

N'oublions pas que les tentatives de bloquer nos frontières coûtent cher à nos pays, notamment l'édification des murs avec du matériel de surveillance de pointe. Entre 2007 et 2013, l'UE a alloué près de 4 milliards d'euros aux politiques migratoires (y compris le renvoi de ressortissants de pays tiers et le contrôle des frontières). À peine 17 % (soit 700 millions d'euros) ont été consacrés aux procédures d'asile ⁽²⁾.

(1) CIRÉ

(2) Rapports d'Amnesty International, www.amnesty.be/soseurope



L'immigration « rapporterait » en moyenne
près de 3.500 euros de rentrées fiscales
par individu par an.

Squat pour migrants en Autriche

© Giles Clarke/Getty Images Reportage

4. ON VA ÊTRE ENVAHI

PAR DES CRIMINELS ET DES TERRORISTES !

FAUX

La mise en place d'une opération de recherche et de sauvetage permettra d'enregistrer les arrivées et de procéder à une identification des personnes au moment opportun. Cependant, les personnes qui montent à bord de ces embarcations de fortune sont des hommes, des



femmes et des enfants qui fuient pour sauver leur vie ou trouver une vie meilleure pour eux et leurs familles. Ce ne sont pas des terroristes. Ces derniers voyagent comme tout le monde, notamment par avion, si nécessaire avec de faux papiers. Mais ils sont aussi recrutés sur le territoire européen.

Trop souvent un amalgame est fait entre musulmans et intégristes, généralisant ainsi une peur du musulman. Or les intégristes ne représentant qu'une infime minorité des musulmans.



Des criminels et des terroristes ?

Sauvetage en Méditerranée, août 2014.

© Amnesty International



L'Europe est une véritable forteresse.

Vêtement de migrant à Lampedusa.

© Giles Clarke/Getty Images Reportage

5. L'EUROPE EST UNE PASSOIRE !

FAUX

Bien au contraire, l'Europe est une véritable forteresse. Aux frontières de l'Europe, des murs s'érigent un peu partout, notamment entre la Turquie et la Grèce, ou encore autour des enclaves espagnoles au Maroc, et plus récemment entre la Serbie et la Hongrie. Barbelés, barrières de dissuasion, radars, diffuseurs de gaz lacrymogènes, détecteurs de mouvements : des systèmes de surveillance sophistiqués et des dispositifs militaires sont mis au service de la protection des frontières. Paradoxalement, ce sont ces moyens de surveillance qui entraînent les migrants à entrer clandestinement, mais on ne peut pas dire que l'Europe soit une passoire.

Par ailleurs, entrer et s'établir en Europe est un véritable parcours du combattant. Tout migrant doit en effet obtenir un visa ; or l'attente est souvent très longue et les conditions d'obtention des papiers ont été durcies aussi bien pour les migrants que pour les réfugiés. Les procédures de demande d'asile sont devenues tellement restrictives qu'elles ne permettent pas toujours aux individus exposés aux conflits d'obtenir le statut de réfugié.



6. L'EUROPE DOIT RENFORCER SES FRONTIÈRES

POUR ÉVITER L'IMMIGRATION ET LES MORTS !

FAUX

L'édification de murs et de clôtures ne diminuera pas les arrivées de migrants, mais causera davantage de morts en mer. Les personnes qui fuient des conflits ou des guerres tenteront toujours de sauver leur vie, s'il le faut en empruntant des voies périlleuses. Même lorsqu'un terme a été mis à l'opération italienne de recherche et de sauvetage *Mare Nostrum*, les migrants et réfugiés ont continué d'arriver en plus grand nombre.

Le renforcement de ces mesures est à l'origine de nombreuses souffrances et de pertes humaines. Compte tenu des clôtures qui ferment les routes les plus sûres, du durcissement de la surveillance et du déploiement des forces de sécurité, les migrants sont contraints de suivre des voies encore plus dangereuses, parfois avec des conséquences

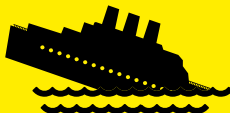
**15 AVRIL 1912, NAUFRAGE
DU TITANIC : 1512 MORTS**



**2014 : 3500 MIGRANTS MORTS
EN MÉDITERRANÉE,
L'ÉQUIVALENT DE 2 TITANIC**



**JANVIER -AVRIL 2015 :
DÉJÀ 1700 MIGRANTS MORTS
EN MÉDITERRANÉE**



tragiques. Des femmes, des hommes et des enfants se noient en mer ou étouffent dans des camions. C'est donc justement la politique de l'UE qui est à l'origine des morts en mer. Bien que l'UE ait renforcé son opération de sauvetage, le manque de voies sûres et légales continuera de forcer les migrants et les réfugiés à emprunter des chemins dangereux pour sauver leur vie..



**La politique de l'UE est à l'origine
d'un nombre croissant de morts en mer.**

Cimetière de bateaux de migrants à Lampedusa.

© Giles Clarke/Getty Images Reportage

7. LES MIGRANTS ET RÉFUGIÉS ENTREPRENNENT DES VOYAGES

DANGEREUX PAR CHOIX ET/OU PAR INCONSCIENCE !

FAUX

Les migrants et les réfugiés sont contraints de fuir leur pays d'origine pour sauver leur vie. Par manque de voies sûres et légales pour rejoindre l'Europe, ils sont contraints d'emprunter des chemins dangereux pour assurer leur survie et celle de leur famille.

Selon les statistiques, une majorité de ceux qui arrivent par la mer fuit la guerre, un conflit, des persécutions, la torture ou des menaces de mort. En 2013, 63 % de personnes arrivées de manière irrégulière par voie maritime en Europe venaient de Syrie, d'Érythrée, d'Afghanistan et de Somalie, des pays ravagés par des conflits et des violations massives des droits humains. En 2014, les Syriens et Érythréens représentaient plus de la moitié des quelque 170.000 personnes qui sont arrivées en Italie par la mer. Le même constat a été dressé pour les premiers mois de 2015.

J'ai survécu :

à la guerre

au viol

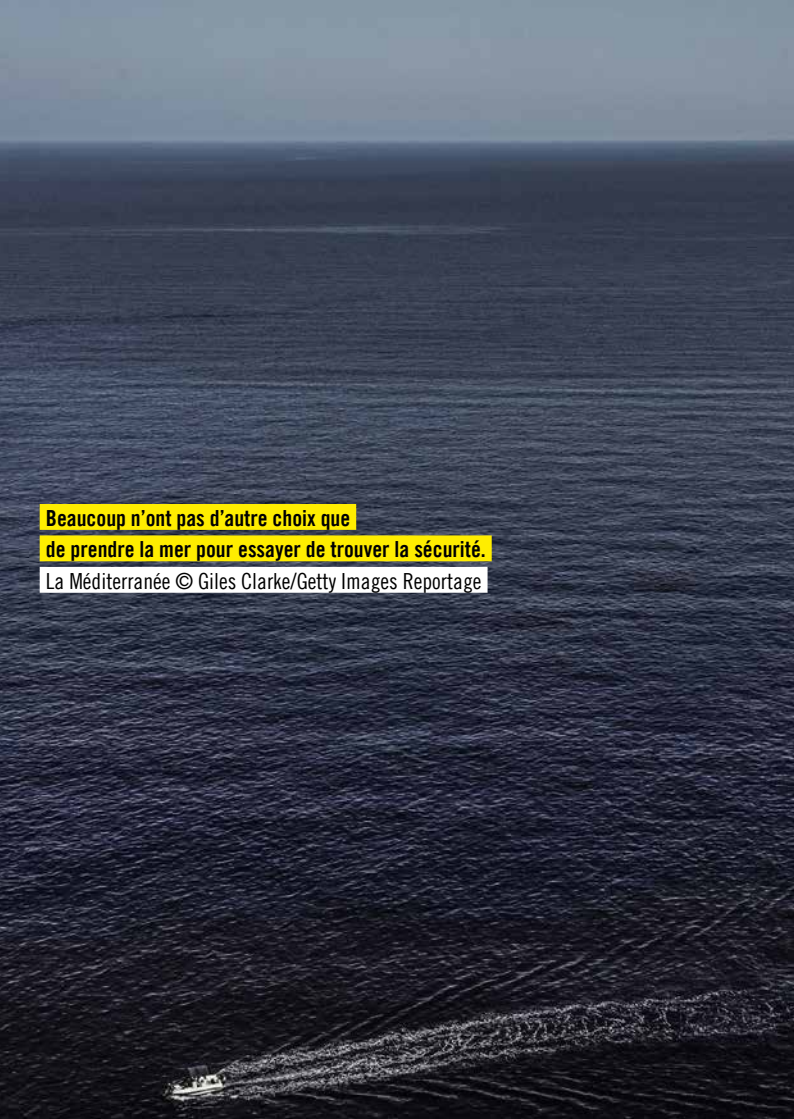
à la Méditerranée





Ils n'ont pas d'autre choix s'ils veulent survivre.

Lampedusa. © Giles Clarke/Getty Images Reportage

An aerial photograph of the Mediterranean Sea, showing a vast expanse of dark blue water with a small boat visible in the bottom left corner, leaving a white wake. The horizon is visible in the upper third of the frame under a clear sky.

**Beaucoup n'ont pas d'autre choix que
de prendre la mer pour essayer de trouver la sécurité.**

La Méditerranée © Giles Clarke/Getty Images Reportage



8. LE RENFORCEMENT

DES OPÉRATIONS

DE SECOURS ET

DE SAUVETAGE VA INCITER

DAVANTAGE DE PERSONNES

À ENTREPRENDRE LA

TRAVERSÉE ET CRÉER UN

APPEL D'AIR !

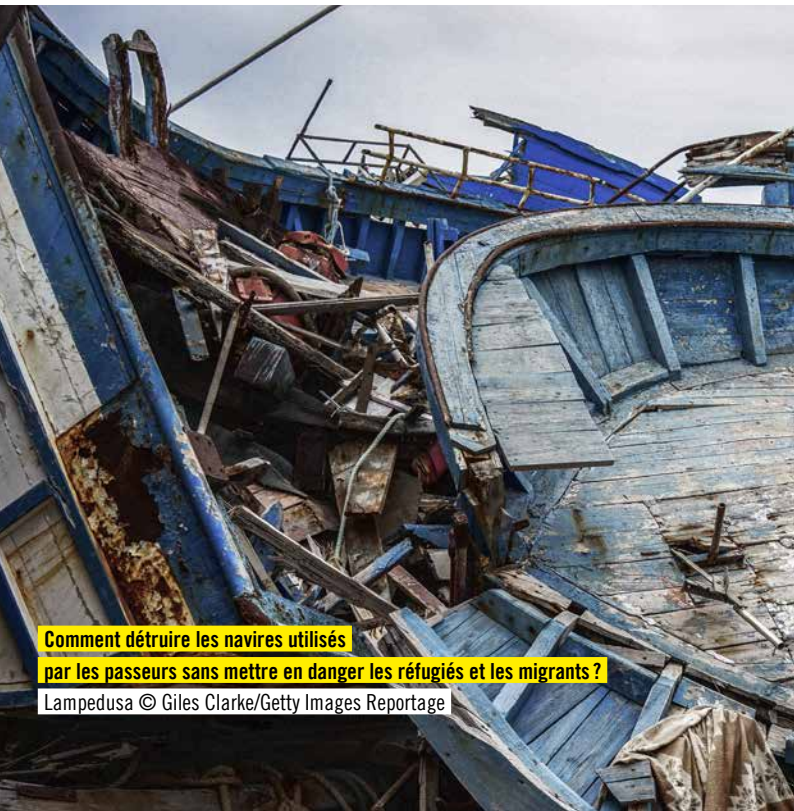
FAUX

Rien ne permet d'étayer cette hypothèse. En fait, le nombre de réfugiés et de migrants prenant la route de la mer s'est accru depuis que l'Italie a mis fin à l'opération de sauvetage *Mare Nostrum*, en octobre 2014, et donc lorsque les risques étaient plus élevés. Plus de 41 470 personnes étaient déjà arrivées en Italie par la mer entre janvier et mai 2015. La plupart des personnes cherchent tout simplement à fuir à tout prix une situation extrêmement difficile, même au péril de leur vie. Beaucoup n'ont pas d'autre choix que de prendre la mer pour essayer de trouver la sécurité.

9. LA DESTRUCTION DES NAVIRES EST UNE BONNE CHOSE !

FAUX

On ne voit pas très bien comment les gouvernements pourront détruire les navires avant qu'ils ne soient utilisés par les passeurs sans mettre en danger les réfugiés et les migrants. Des dizaines de milliers de migrants et de réfugiés pourraient ainsi se retrouver pris au piège dans une zone de conflit violent. Ces actions risquent aussi de mobiliser des



Comment détruire les navires utilisés

par les passeurs sans mettre en danger les réfugiés et les migrants ?

Lampedusa © Giles Clarke/Getty Images Reportage

navires et des avions de l'UE qui seraient autrement utilisés pour sauver des personnes en mer. Et tout cela pourrait pousser les populations migrantes à utiliser des moyens plus dangereux encore pour tenter de pénétrer dans la forteresse Europe.

Des situations similaires (boat-people en Asie à la fin de la guerre du Viêt Nam) ont montré que les passeurs répondaient à la destruction de bateaux par la construction d'esquifs encore plus dangereux...



10. DE TOUTE FAÇON, JE NE PEUX RIEN FAIRE !

FAUX

Vous pouvez signer nos pétitions sur notre site www.amnesty.be et les relayer largement via vos réseaux sociaux. Ensemble, nous pouvons prouver que les Européens ne sauraient en aucun cas tolérer que la Méditerranée devienne un cimetière.

Nous avons déjà obtenu le renforcement du budget et des dispositifs d'intervention de Frontex ainsi que l'extension de sa zone d'intervention, ce sont des mesures encourageantes, mais ce n'est pas suffisant. Nous continuerons à faire pression sur les dirigeants européens pour qu'ils mettent un terme à cette situation dans laquelle des gens souffrent et meurent devant leur porte – en mer ou sur la terre ferme.





**AMNESTY
INTERNATIONAL**



**PLUS D'INFORMATIONS SUR LA CAMPAGNE SOS EUROPE :
WWW.AMNESTY.BE/SOSEUROPE**

**AMNESTY INTERNATIONAL
BELGIQUE FRANCOPHONE**

Rue Berckmans, n° 9

1060 Bruxelles

Tel : +32 (0) 2-538.81.77

Email : amnesty@amnesty.be

Suivez-nous

 www.facebook.com/amnestybe

 www.twitter.com/amnestybe

 www.youtube.com/amnestybe